



L'extraction de matières premières pourrait compenser le manque à gagner constitué par l'arrêt des paiements danois

Michael Paul
Politologue



glaces, seraient jamais Groenland »

plique Dieter Franke. Les véhicules s'enfoncent profondément dans la boue et il est difficile de construire des routes. C'est la nature particulièrement fragile de l'Arctique qui est à l'origine de cette sévérité réglementaire. Lors de l'exploitation minière, des substances toxiques sont régulièrement déversées dans les rivières et les sols environnants, des substances qui, en raison du froid, se dégradent encore plus lentement que d'habitude. Le trafic maritime croissant pourrait également représenter un danger : le risque d'accidents et d'avaries augmenterait et, en cas d'urgence, les opérations de sauvetage et de nettoyage seraient extrêmement compliquées à mettre en place. Avec des conséquences probablement désastreuses. La plupart des Groenlandais vivent encore de la chasse et de la pêche, un secteur qui représente 95 % des recettes à l'exportation.

La soif d'indépendance du Groenland

Les habitants de l'île sont eux-mêmes partagés quant au sort de leurs ressources minières. Certes, une nette majorité d'entre eux s'était prononcée contre la très controversée mine de Kvanefjeld (lire par ailleurs), et même le gouvernement de l'époque avait été désavoué pour cette raison. Mais moins d'un tiers seulement s'oppose à l'exploitation minière en général. Les attentes semblent l'emporter sur la peur des dommages potentiels : Michael Paul, spécialiste de l'Arctique, parle ici de « voie réaliste vers l'indépendance ». Car, pour l'instant, le Danemark injecte chaque année l'équivalent de 450 millions d'euros dans l'économie groenlandaise. « L'extraction de matières premières pourrait compenser le manque à gagner constitué par l'arrêt des paiements danois », assure le politologue.

Dans sa « Mineral Strategy », l'actuel Premier ministre libéral de gauche, Mute Egede, explique comment le pays

Une victime de la sévérité des réglementations environnementales

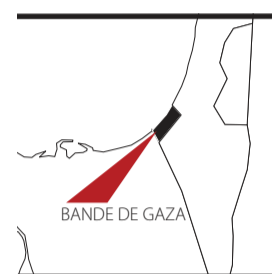
Greenland Minerals Limited, une entreprise minière australienne, a fait l'expérience de la sévérité des réglementations environnementales au Groenland.

La mine de Kvanefjeld, située dans le sud de l'île, renferme la sixième plus grande réserve d'uranium au monde et le plus grand gisement de terres rares en dehors de la Chine. En 2015, l'entreprise avait déposé une demande de licence auprès du gouvernement groenlandais et espérait générer un revenu total de 22,8 milliards de dollars grâce à cette exploitation. Selon ses propres déclarations, elle avait déjà investi 1,36 milliard, mené des études préliminaires pendant quinze ans et construit des routes ainsi qu'un port pour l'évacuation des ressources. Elle s'était même engagée à ce que le Groenland perçoive 200 millions d'euros par an en impôts et redevances pendant la durée de vie prévue de la mine, soit 37 ans. Mais le projet est suspendu pour le moment. L'autorisation finale d'extraction n'a pas pu être délivrée, malgré trois évaluations environnementales successives. L'extraction aurait entraîné la libération d'une trop grande quantité d'uranium, et des déchets toxiques auraient pu polluer un lac voisin. V.MR

compte attirer les entreprises minières tout en veillant à ne pas nuire « à l'homme et à l'environnement ». Le gouvernement a décidé de suspendre l'exploration pétrolière et gazière, et d'interdire l'extraction d'uranium au-dessus d'un certain seuil de radiation – et donc, également, l'exploitation du très lucratif gisement de Kvanefjeld. En revanche, dans le sud-ouest, il soutient expressément l'extraction de pierres précieuses et d'anorthosites, une roche surtout utilisée dans la fabrication de matériaux d'isolation.

« En fait », résume Michael Paul, « Trump enfonce des portes ouvertes. » Il serait « totalement inutile d'acheter l'île » pour profiter de ses matières premières. Ainsi, dans son discours du Nouvel An, Mute Egede avait à nouveau appelé à davantage de coopération et d'investissements. Mais à ses propres conditions.

« L'avenir des Palestiniens risque de ressembler à celui des Indiens d'Amérique »



« Trump a promis de vider la bande de Gaza, et Israël la veut vide, mais cela n'arrivera pas », affirme l'Américain Nathan Thrall, récent Prix Pulitzer, ancien responsable du programme israélo-arabe du « think tank » International Crisis Group et juif résidant à Jérusalem.

la Repubblica

ENTRETIEN
FRANCESCA CAFERRI

Si il est une personne qui, ces dernières années, a scruté Israël avec attention, c'est bien Nathan Thrall. A la fois observateur externe, en tant qu'ancien responsable du programme israélo-arabe du *think tank* International Crisis Group, et témoin interne, en tant que juif résidant à Jérusalem, cet Américain de 45 ans a remporté il y a quelques mois le prix Pulitzer pour *Une journée dans la vie d'Abd Salam*. Son livre ne se contente pas de relater un accident survenu en 2012 dans la banlieue de Jérusalem, impliquant un bus transportant des enfants palestiniens : il met surtout en lumière les vies palestiniennes brisées par la politique israélienne en Cisjordanie.

Quel est le véritable objectif du plan de Trump de « prendre le contrôle » de Gaza ?

Premièrement, il ne s'agit pas d'un plan : il n'y a pas d'étapes ou de modalités déjà établies. Cela ne signifie pas pour autant qu'il ne pourrait pas y en avoir. Deuxièmement, le qualifier d'absurde revient à ne pas tenir compte de la réalité : à Gaza, nombreuses sont les personnes qui voudraient partir si elles en avaient la possibilité. Nous l'avons vu pendant la guerre. Sur le grand nombre de personnes désireuses de partir, seul un petit nombre ont effectivement pu le faire. J'ai un ami malade qui n'a pu partir qu'après des mois, et seulement après avoir versé des milliers de dollars à la mafia égyptienne. Des milliers de personnes se trouvent dans la même situation que lui.

Pourtant, nous avons aussi vu une foule de gens se diriger vers le nord dès que cela a été possible...

Ils avaient le choix entre rester sous tente dans le sud ou tenter de retrouver

un abri parmi les ruines de leur maison dans le nord. Si l'alternative avait été un logement temporaire avec accès à l'eau et à l'électricité plutôt que des décombres, le mouvement aurait été bien différent.

Vous considérez donc le projet de Trump comme valable ?

Ce n'est pas ce que j'ai dit. Je dis simplement que si l'Amérique le voulait vraiment, déplacer une partie de la population hors de Gaza ne serait pas impossible. Certains pays seraient prêts à accueillir des Palestiniens. Combien ? Pas des millions, mais s'il pouvait déjà en accueillir 150.000 chacun, ce serait un seuil acceptable. Un quart, voire la moitié de la population partirait en échange d'un foyer et de sécurité. Mais là n'est pas la question pour Israël.

Quelle est-elle alors ?

Trump a promis de vider la bande de Gaza, et Israël la veut vide, mais cela n'arrivera pas. Le départ d'une partie de la population ne suffira pas.

Comment les déclarations de Trump seront-elles exploitées en Israël à l'approche de la campagne électorale ?

La droite de Netanyahu et l'ultra-droite de ses alliés sont évidemment ravies. Yair Lapid et Benny Gantz, figures de proue des libéraux de Tel-Aviv, ont eux aussi réagi positivement. Et même Yair Golan, chef de file de la gauche, a déclaré : « Si c'était possible, ce serait formidable. » C'est abominable.

La Cisjordanie va-t-elle payer le prix maintenant que les yeux du monde sont à nouveau rivés sur Gaza ?

Elle le paie déjà. Dès la signature du cessez-le-feu, Israël a fait en sorte que la Cisjordanie en subisse le contrecoup : des punitions collectives frappent la population, qui met maintenant jusqu'à douze heures pour franchir le mur. Et par un nettoyage ethnique au grand jour. Depuis le 7 octobre 2023, ce sont 20.000 Palestiniens de la vallée du Jourdain qui ont quitté leurs villages sous la menace des colons.



Il y a quelques mois, vous nous aviez dit : « Je ne partage rien de la pensée de David Grossman à ce stade : il ne s'intéresse qu'à Israël. » Mais ces derniers jours, après avoir lu l'interview que l'écrivain israélien a donnée à *La Repubblica*, vous avez changé d'avis...

Je dis simplement que si l'Amérique le voulait vraiment, déplacer une partie de la population hors de Gaza ne serait pas impossible



Pour une fois, je suis d'accord avec lui, mais uniquement par rapport au pessimisme qu'il exprime. Nous sortons d'années d'expansion continue de l'espace israélien et de rétrécissement progressif de l'espace palestinien. C'est un lent processus de nettoyage ethnique qui dure depuis des décennies, et qui a pris une ampleur spectaculaire depuis le 7 octobre : Israël a confisqué plus de terres palestiniennes au cours

des seize derniers mois qu'au cours des vingt dernières années. La seule force susceptible d'y faire obstacle est la justice internationale, mais son action est d'une lenteur extrême. La communauté internationale se mobilise contre une annexion officielle, mais reste muette face à l'annexion *de facto*. A mes yeux, l'avenir des Palestiniens risque de ressembler à celui des Indiens d'Amérique.